

Culte protestant »

## Culte protestant • an XII-1929

[Open in Bach](#)

### Présentation du contenu

La sous-série 2 P est constituée des archives relatives au culte protestant (an XII-1929). A l'instar de l'ensemble des documents de la série P, ces archives ont été versées par le secrétariat général de l'administration de la ville. Malheureusement, les dates des versements n'ont pu être déterminées.

Après le 18 septembre 1794, la gestion directe d'un culte par l'État disparaît. Cependant, les comités et commissions de la Convention, puis les institutions du Directoire (27 octobre 1795-10 novembre 1799) et le ministère de l'Intérieur restauré continuent à exercer sur les cultes leur rôle de surveillance, de répression ou de promotion, à gérer les pensions et secours des anciens ecclésiastiques et à suivre la question de l'affectation des édifices culturels. Sous le régime concordataire mis en place en 1802, l'Etat reconnaît quatre cultes (catholique, réformé, luthérien, israélite) organisés et financés dans le cadre du droit public. Les cultes reconnus sont organisés en service public du culte ; l'Etat a à sa charge le traitement des ministres du culte et participe à leur désignation ainsi qu'à la détermination des circonscriptions religieuses. Les autres cultes ne sont pas reconnus et sont souvent considérés comme des sectes. Les Églises réformées sont organisées par les Articles organiques qui suivent le concordat. Pourtant, ceux-ci ne leur permettent qu'une organisation locale et non nationale, sans respecter leur organisation traditionnelle (synodes, participation des laïcs au gouvernement spirituel de l'Église, etc.).

La loi du 18 germinal an X (7 avril 1802) marque la reconnaissance officielle du protestantisme en France. Elle instaure la prise en charge de l'entretien du culte protestant par le gouvernement impérial. Elle organise les églises consistoriales groupant cinq ou six églises particulières, ainsi que des synodes d'arrondissement dont le ressort couvre cinq églises consistoriales. Deux ans plus tard, sept oratoires sont autorisés dans le département de la Meurthe (décision gouvernementale du 11 germinal an XI (1er avril 1804). Trois appartiennent à l'Église réformée (Nancy, Oberstinsel, puis Helling, Zilling, puis Lixheim) et quatre relèvent de la Confession d'Augsbourg (Fénétrange, Hangwiller, Viberswiller et Wintersbourg). A partir de 1825, les trois oratoires de l'Eglise réformée de la Meurthe sont rattachés à l'église consistoriale de Metz. En 1850, cette dernière fait place à l'église consistoriale de Nancy, qui couvre les départements de la Meurthe, de la Meuse et de la Moselle. Le décret du 26 mars 1852 crée dans chaque paroisse un conseil presbytéral, dont le rôle est semblable à celui des conseils de fabrique des paroisses catholiques.

Après la guerre de 1870-1871, le ressort de l'église consistoriale de Nancy est modifié et s'étend sur la Meurthe-et-Moselle, la Meuse et les Vosges, à l'intérieur de la circonscription nord-est de l'Église réformée. Le consistoire nancéen coordonne l'activité des conseils presbytéraux des églises particulières. Celles-ci sont au nombre de quatre en 1872 : Nancy, Bar-le-Duc, Verdun et Saint-Dié). Elles sont neuf à la fin du siècle : Nancy, Lunéville, Bar-le-Duc, Verdun, Épinal, Saint-Dié, Remiremont, Neufchâteau et Raon-l'Étape).

La loi de séparation des Églises et de l'État votée le 9 décembre 1905, met fin au régime des cultes reconnus : il n'y a plus de religion recevant une consécration légale et tous les cultes sont sur un pied d'égalité. En posant le principe de la non-reconnaissance, la loi n'institue pas pour autant une ignorance légale du fait religieux mais

elle met simplement fin à l'opposition entre cultes reconnus et cultes non reconnus. Désormais, l'État n'ignore plus aucun culte. Les cultes, en cessant d'être des institutions publiques, sont désormais soumis au droit privé. A partir de 1905 et jusqu'en 1950, le consistoire de Nancy se confond avec le consistoire de Lorraine. Son ressort comprend dix églises particulières : Nancy, Lunéville, Saint-Dié, Épinal, Thaon-les-Vosges, Raon-Senones, Remiremont, Verdun et Longwy-Piennes (depuis le 1er mai 1928). Par la suite, le ressort du consistoire de Lorraine est limité à la Meurthe-et-Moselle et aux Vosges. La Meurthe-et-Moselle compte quatre églises particulières : Nancy, Longwy-Briey, Lunéville et Toul. Il faut également signaler l'existence, à Nancy, d'une église évangéliste méthodiste.

Le 12 germinal An XII (2 avril 1804), un décret de Bonaparte accorde aux protestants de Nancy un oratoire. Le 12 thermidor An XII (31 juillet 1804), un pasteur venant de Genève est nommé à Nancy. Le 12 floréal An XIII (2 Mai 1805), le pouvoir impérial met à la disposition des protestants l'abbatiale Saint-Joseph qui appartenait à l'ordre des Prémontrés jusqu'à la Révolution. En contrepartie, la communauté s'engage à faire les réparations et de s'occuper de l'aménagement intérieur, de l'achat du mobilier et de l'entretien. Le temple protestant est également appelé temple Saint-Jean.

La sous-série 2 P n'est pas très importante. Elle ne comprend pas beaucoup de documents permettant d'apprécier l'évolution du protestantisme à Nancy depuis le début du XIXe siècle. Le chercheur devra obligatoirement compléter ses investigations en consultant, notamment, la série V des Archives de Meurthe-et-Moselle. Les dix premiers articles concernent la communauté réformée tandis que les deux autres se rapportent l'Eglise évangélique.

La sous-série a été classée en juillet 2013 par l'auteur de ces lignes. Hormis quelques doubles, il n'y a pas eu d'éliminations. Elle compte 12 articles et représente 0,40 ml.

Le 7 août 2013

D. Peter

Conservateur

Date de l'unité documentaire an XII-1929

## Description physique

### Nombre d'éléments

11 articles

### Métrage linéaire

0,40

## Dépôt

Archives municipales de Nancy

## Origine

Ville de Nancy. Secrétariat général

## **Historique de la conservation**

Cf. présentation du contenu

## **Informations sur les modalités d'entrée**

Versement

## **Informations sur l'évaluation**

Conservation définitive ; éliminations : 0,05 ml

## **Statut juridique**

Archives publiques

## **Communicabilité**

Librement communicable.

## **Sources complémentaires**

### **Sources internes**

- Série BB, Administration communale.
- Série GG, Cultes.
- Série D, Administration générale de la commune.
- Série P, Cultes.
- Série W, Archives contemporaines.

### **Sources externes**

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle :

- Sous-séries 1M, 4 M et 6 M.
- Série O.
- Série Q.

- Série T.
- Série V (an X-1916).
- Série W.
- 25 J, Fonds de l'Église réformée de Nancy [Lien]

Archives nationales :

- Sous-série F19, Cultes.

Société d'histoire du protestantisme français :

- Fonds et bibliothèque.

## Bibliographie

- ARNO Michel, « Un aspect du protestantisme à Nancy de 1850 à 1914. Paroisse et cité. Recherches sur les forces politiques de la France de l'Est », Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg, n° 3, 1965, p. 383-399.
- GASTALDI, N., « Sources et instruments de recherche pour l'histoire religieuse aux Archives nationales : Section moderne », La Gazette des Archives, 1994, n° 165, 2e trimestre, p. 144-158.
- LARKIN Maurice, L'Église et l'État en France, 1905 : la crise de la séparation, Privat, Toulouse, 2004.
- LE GOFF Jacques, RÉMOND René (dir.), Histoire de la France religieuse, t. 3, JOUTARD Philippe, Du roi très Chrétien à la laïcité républicaine, XVIIIe-XIXe siècle, Le Seuil, 1991.
- MAYEUR Jean-Marie (dir.), Histoire religieuse de la France, XIXe-XXe siècle. Problèmes et méthodes, Paris, Beauchesne, coll. « Bibliothèque Beauchesne », 1975.
- PFISTER Christian, Histoire de Nancy, t. II, 1909, p. 83-165, et t. III, 1907, p. 395-397.
- RICHARD Gabriel, « Les anabaptistes ou mennonites en Lorraine », Annales de l'Est, 1967, p. 131-177.

## Rédacteur de la description

Daniel Peter

## Descripteurs

**Sujet :** vie religieuse • protestantisme • pratique religieuse

## Cotes extrêmes

2 P 1-11